

aujourd'hui sont renouvelables, mais cela ne doit pas nous empêcher de constituer dans ce cas aussi, un fonds du patrimoine. Nous le pouvons si nous nous comportons comme le député de Sault-Sainte-Marie (M. Irwin) l'a proposé, en hommes d'État, nous souvenant que cette ressource doit être plantée, soignée et ensuite récoltée. Elle ne sera pas récoltée par nous, peut-être pas non plus par la prochaine génération, ni même par leur enfants. Ce travail peut se faire progressivement et je suis sûr que je ne vous apprends rien, monsieur le Président, étant donné la province d'où vous venez. Les ressources renouvelables reposent en grande partie sur le bois et sur les produits forestiers.

● (1550)

J'ai sous les yeux deux annonces de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers. L'une est parue dans le *Globe and Mail* du 7 novembre. L'autre est tirée d'une des éditions de la revue *Maclean's* de ce mois-ci. Il s'agit de rapports sur les pâtes et papiers. Je suis très heureux de signaler que ce secteur a fait au moins ceci. En 1977, le secteur des pâtes et papiers prétendait avoir dépensé 170 millions pour le reboisement dans toutes les régions du Canada. Cinq ans plus tard, ces dépenses atteignent 300 millions. Les sommes consacrées au reboisement n'ont même pas doublé en cinq ans. D'ici cinq ans—ce sont des prévisions jusqu'en 1987—le secteur des pâtes et papiers compte consacrer 650 millions au reboisement, soit à peine le double. On ne tient pas compte du retard à rattraper si l'on veut que d'ici 40, 50, 60, 70 ans, le secteur forestier soit une ressource importante de notre pays.

Voici la deuxième annonce parue dans le *Maclean's* du 21 novembre 1983. A certains égards, elle est honteuse; à d'autres, elle est louable et réconfortante. D'après cette annonce, l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers recycle maintenant le papier usagé pour éviter de détruire nos forêts gratuitement, pour utiliser un produit qui a déjà été transformé.

De 1977 à 1983, le secteur des pâtes et papiers n'a pas tout à fait doublé la quantité de papier journal ou de papier, mais surtout de papier journal—qu'elle recycle. Voici ce qui est surprenant, monsieur le Président. Les producteurs admettant ceci dans cette annonce:

Plus du tiers du papier recyclable utilisé dans les usines canadiennes provient d'ailleurs, des États-Unis surtout.

Nous importons du papier journal usagé pour produire du papier journal. Les Canadiens, et cette critique s'adresse également au Parlement, consomment une quantité énorme de papier, ce qui est un peu sidérant et aussi effrayant, voire terrifiant, car cela signifie qu'une partie de nos forêts est détruite.

J'ai pris connaissance d'un ouvrage récent dont je recommande la lecture à tous ceux qui s'intéressent à la foresterie au Canada, ouvrage de Jamie Swift intitulé «Cut and Run» et ayant pour sous-titre «The Assault on Canada's Forests». A la page 208, M. Swift dit, à propos de l'exploitation de nos forêts:

### Les subsides

Chaque année, la scierie de la Great Lakes transformait plus de 200 milles carrés de la forêt boréale.

C'était au début des années 1980. Il s'agit de 200 milles carrés de forêts vierges, dévastés par une seule compagnie pour produire du papier. Je suis sûr que dans votre province, monsieur le Président, dans la province du député de Northumberland-Miramichi (M. Dionne) et celle du député de Sault-Sainte-Marie et ma province, autant de milles carrés de forêts sont détruits chaque année. Et combien en reboise-t-on? Il importe que nous songions immédiatement au reboisement de nos forêts, en créant un fonds du patrimoine d'arbres vivants, pendant du fonds du patrimoine établi en Alberta pour remplacer les ressources non renouvelables que, pour ainsi dire, nous gaspillons et qui sont produites par l'Alberta.

Je pourrais ainsi étaler devant vous nombre de ces faits. Peut-être finira-t-on par se rendre compte que nous gaspillons ce qui en fait ne nous appartient pas, mais appartient aux générations à venir, ce que nous avons reçu et devrions conserver et renouveler.

Le livre de Jamie Swift «Cut and Run» contient toute une série d'histoires semblables. Je ne sais par où commencer, compte tenu qu'il en coûtait, en 1978, pour reboiser un seul hectare de forêt en Colombie-Britannique, quelque \$500. Combien cela coûterait-il maintenant? Et on ne remplaçait ainsi que les arbres abattus dans l'année, non pas ceux qui avaient été coupés auparavant, afin de rétablir les ressources forestières dont nous avions eu la chance d'hériter.

Je ne sais combien de temps il me reste. Je voudrais au moins ajouter qu'il n'y a pas que les humains qui s'en prennent à nos forêts: le feu et les insectes les dévastent également. Nous devons nous attaquer à ces problèmes, et cela exige de la concertation et de la coopération. Mais le gouvernement ne peut pas s'atteler à la tâche, parce qu'il pratique une politique d'affrontement.

En outre, les forêts influent sur notre climat. Elles fournissent, ou fournissaient, l'ombre dont le sol a besoin, de sorte que la pluie ne s'évapore pas aussitôt tombée. Les arbres nourrissent le sol en perdant leurs feuilles ou leurs aiguilles. Même quand on abat les arbres, les résidus qui enrichissent la terre favorisent le reboisement. Les arbres servent aussi de coupevent et aident à prévenir l'érosion.

Ceux qui ont connu comme moi les Prairies dans les années 1930 se rappellent qu'on défrichait alors de plus en plus vers l'Ouest. Depuis, il ne reste plus d'arbres sur ces terres.

Le désert du Sahara s'est élargi au fil des ans parce que les populations qui vivent au sud brûlent le peu de végétation qui s'y trouve pour faire cuire leur nourriture, si bien que sa superficie ne cesse de s'étendre. Il faut savoir que nos forêts ne sont pas uniquement une ressource monnayable. Elles sont une richesse qui nous protège.

**Le président suppléant (M. Corbin):** Y a-t-il des questions, des observations?